

Dans la plupart des cas, supprimer la pension qu'un fonctionnaire reçoit constituerait une injustice grave. Il peut exister des cas où cela soit justifié, mais je ne puis l'affirmer pour le moment.

Pendant les quelques minutes qui me restent de mon tour de parole, je veux dire au ministre qu'il me semble peu sage d'essayer d'équilibrer le budget en ce moment. Cela exige des augmentations trop fortes des impôts et l'impôt est déjà rendu à un point où il empêche les affaires, s'il ne les détruit pas tout à fait. Notre première tâche devrait être de relever le niveau des prix. Permettez-moi de faire observer au ministre que, cette année, nos dépenses ordinaires sont d'environ 364 millions, le chômage et les dépenses spéciales nous coûtent 49 millions; le déficit du National-Canadien est de 53 millions, soit un total de 446 millions. En 1928, les revenus se sont élevés à pour ainsi dire 460 millions, ou plus que la somme dont le ministre a besoin cette année. S'il peut agir de manière à relever le niveau des prix à un chiffre approchant celui de 1928, nous pourrions augmenter les revenus, diminuer les frais de secours au chômage, réduire aussi les déficits du National-Canadien et ainsi équilibrer notre budget. Il ne faudra qu'une couple d'années pour accomplir cela et je conseille au ministre de laisser de côté ces taxes vexatoires et encombrantes, comme la taxe sur le sucre, et d'orienter son système d'imposition de manière à ne pas épuiser le pouvoir d'achat du peuple parce que, tout compte fait, c'est de ce pouvoir que dépend tout le commerce. Le montant du commerce et des échanges du Canada détermine les revenus du Gouvernement. Nous imposons des taxes beaucoup trop lourdes et le ministre serait bien avisé de ne pas combler les déficits d'ici à un an ou deux. Quand nous reviendrons au niveau de 1926 ou 1928, le Gouvernement pourra créer des surplus pour combler ces déficits qui s'accumulent. Pour cela, il faudra établir au Canada une politique monétaire nationale. Je sais des gens qui disent que nous ne pouvons agir ainsi; et je demande: Ne l'osons-nous pas? Pouvons-nous attendre davantage? Si Christophe Colomb avait été aussi timide que certains de nos banquiers canadiens et de nos hommes publics, l'Amérique serait encore aux mains des Peaux-Rouges. Ayons le courage d'inaugurer une politique monétaire nationale du Canada, celle qui nous permettra de relever le niveau des prix et de donner au peuple le moyen de gagner sa vie en travaillant, ce qui nous permettra de rendre les conditions d'existence meilleures qu'elles ne l'ont jamais été. C'est possible si nous y sommes déterminés.

(Sur la proposition de M. Stevens, la suite du débat est renvoyée à plus tard.)

SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides sous la présidence de M. Cowan (Port-Arthur-Thunder-Bay).

AÉRONAUTIQUE

Aviation royale du Canada.—Toutes les dépenses relatives à l'entretien général de l'aéronautique, y compris la formation du personnel pour les opérations de l'aviation civile et l'établissement des facilités nécessaires.

Aéronautique civile du Canada.—Toutes dépenses relatives à l'aviation civile, y compris le contrôle de l'aviation commerciale ou privée, la construction et le maintien de routes aériennes et l'aide à la navigation aérienne, aux bases d'aviation et aux clubs d'aviation, \$1,600,000.

M. ROSS: Quand cet article a été étudié, précédemment, j'avais quelques remarques à faire sur cette question en général. Nous reconnaissons la nécessité de déboursier une certaine somme pour la défense et s'il faut employer ce crédit, je pense que la Chambre pourra réserver quelques minutes pour étudier ce qui est le plus nécessaire en fait de défense.

Je ne pose pas à l'expert, mais je crois que nous devrions examiner quels progrès ont été réalisés en aviation et comment cela peut nous intéresser. La situation qui existait lors de la dernière guerre ne se produira plus. Les hommes ne seront pas placés en grandes masses et disposés comme sur un échiquier, sans résultat. Je désirerais appeler l'attention du comité sur quelques-uns des changements les plus importants qui se sont produits.

Pendant la Grande Guerre, l'Allemagne avait, tout au plus, 38 avions pour tenter de bombarder Londres; elle peut aujourd'hui en mobiliser mille. De plus, ces avions peuvent voyager sur une distance de 1,000 ou 2,000 kilomètres, portant des bombes dont le poids va jusqu'à 3 ou 4,000 kilos.

Le comité peut aussi désirer savoir le nombre d'avions dans chaque pays. On dit que la France en a quelque 2,500; l'Angleterre, 1,550; l'Italie, environ 1,100; les Etats-Unis, 1,947 et le Canada fort peu.

Je désire expliquer pourquoi je cite ces chiffres. La seule dépense utile qu'un pays puisse faire aujourd'hui pour sa défense est celle qu'il fait pour le corps d'aviation. Les bombes dont nous nous servions durant la guerre pesaient de 20 à 50 livres. Aujourd'hui les avions français Goliath transportent des bombes pesant 500 kilos et ils ont même des bombes géantes de 1,000 à 1,800 kilos. Puis il y a la petite bombe incendiaire pesant environ un kilo. On a calculé que, durant la Grande Guerre, l'ennemi a lancé sur Londres environ 300 tonnes de bombes. Il pourrait